

1987, chapitre 44

**LOI CONCERNANT L'ADOPTION ET
MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION
DE LA JEUNESSE, LE CODE CIVIL DU QUÉBEC
ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE**

Projet de loi 21

présenté par Madame Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux

Présenté le 2 avril 1987

Principe adopté le 12 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

— 17 août 1987: aa. 1 à 17

G.O., 1987, Partie 2, p. 5343

Lois modifiées:

Code civil du Québec

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)





CHAPITRE 44

Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

C. C. Q.,
aa. 614.1 à
614.4, aj.

1. Le Code civil du Québec est modifié par l'addition, après l'article 614, de ce qui suit:

“§ 5.—*De conditions particulières à l'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec*

«**614.1** L'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec par un adoptant domicilié au Québec ne peut avoir lieu, à moins que l'adoptant ne présente sa demande d'adoption au directeur de la protection de la jeunesse, que celui-ci ne l'examine et que l'adoptant n'agisse par l'entremise du ministre de la Santé et des Services sociaux.

«**614.2** L'adoptant qui entend adopter l'enfant hors du Québec doit, au préalable, s'adresser au tribunal afin de faire approuver son projet. Celui qui entend adopter l'enfant au Québec doit s'adresser au tribunal pour obtenir une ordonnance de placement.

«**614.3** Le tribunal, appelé à approuver le projet d'adoption ou à prononcer l'ordonnance de placement de l'enfant, s'assure que l'adoptant a satisfait aux obligations que lui crée la loi et que les règles relatives au consentement à l'adoption et à l'adoptabilité de l'enfant sont respectées.

« **614.4** Lorsque le placement de l'enfant ou l'adoption hors du Québec est fait en vertu d'un accord conclu sous l'autorité des lois relatives à la protection de la jeunesse, le tribunal ne vérifie que la conformité de la procédure suivie avec celle que prévoit l'accord. Dans ce cas, l'adoption hors du Québec n'est pas soumise à l'approbation préalable du Tribunal. ».

C. C. Q.,
a. 617.1, ab.

2. Ce Code est modifié par l'abrogation de l'article 617.1.

C. C. Q.,
a. 618, mod.

3. L'article 618 de ce Code est modifié par l'ajout, à la fin du premier alinéa, après le mot « adoptant », de ce qui suit : « ; elle permet à l'enfant, pendant la durée de l'ordonnance de placement, d'exercer ses droits civils sous les prénom et nom choisis par l'adoptant et constatés dans l'ordonnance. ».

C. C. Q.,
a. 622.1,
remp.

4. Ce Code est modifié par le remplacement de l'article 622.1 par le suivant :

« **622.1** Le tribunal, appelé à reconnaître un jugement d'adoption rendu hors du Québec, s'assure que ce jugement correspond au projet d'adoption qu'il a préalablement approuvé ou, le cas échéant, que la procédure suivie est conforme avec celle que prévoit l'accord conclu sous l'autorité des lois relatives à la protection de la jeunesse. ».

c. C-25,
a. 813.3,
mod.

5. L'article 813.3 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « adoption », de ce qui suit : « , en approbation d'un projet d'adoption ».

c. C-25,
a. 823,
remp.

6. Ce Code est modifié par le remplacement de l'article 823 par le suivant :

« **823.** Les demandes en matière d'adoption d'un enfant mineur doivent être signifiées au directeur de la protection de la jeunesse ayant compétence dans le lieu où réside l'enfant ou, s'il s'agit de l'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec, dans le lieu où est domicilié l'adoptant.

Le directeur peut intervenir de plein droit à cette demande. ».

c. C-25, intitulé,
remp.

7. Ce Code est modifié par le remplacement de l'intitulé de la section IV du chapitre VI du titre IV du livre V qui précède l'article 825 par le suivant :

« DES DEMANDES DE PLACEMENT, D'APPROBATION
D'UN PROJET D'ADOPTION ET D'ADOPTION ».

c. C-25,
a. 825.0.1,
aj. **8.** Ce Code est modifié par l'addition, après l'article 825.1, du
suivant:

« **825.1.1** La demande présentée par l'adoptant domicilié au Québec, visant à faire approuver un projet d'adoption hors du Québec, doit mettre en cause le Procureur général et lui être signifiée au moins cinq jours avant la date de présentation de la demande. ».

c. C-25,
a. 825.6.1,
aj. **9.** Ce Code est modifié par l'insertion, après l'article 825.6, du
suivant:

« **825.6.1** La demande en reconnaissance d'un jugement d'adoption rendu hors du Québec est présentée au juge qui a approuvé le projet d'adoption. Si le juge ne peut agir, pour cause d'absence ou d'incapacité, la demande est présentée devant un autre juge du tribunal.

Lorsque l'adoptant ne demeure plus dans le district où la décision a été rendue, la demande peut être portée devant le tribunal de son domicile ou de sa résidence. ».

c. P-34.1,
a. 72.1.1, aj. **10.** La Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
est modifiée par l'insertion, après l'article 72.1, du suivant:

Démarches
des adop-
tants « **72.1.1** Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit, afin
d'assurer le respect des droits de l'enfant, coordonner les démarches
des adoptants et les activités des personnes qui interviennent à l'adoption
des enfants domiciliés hors du Québec.

Accessibilité
des docu-
ments À cette fin, le ministre peut publier des documents et en donner
avis à la *Gazette officielle du Québec*; l'avis doit indiquer la nature et
l'endroit où ils sont accessibles. ».

c. P-34.1,
a. 72.2,
mod. **11.** L'article 72.2 de cette loi est modifié par la suppression du
deuxième alinéa.

c. P-34.1,
a. 72.3,
remp. **12.** L'article 72.3 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre
104 des lois de 1986, est remplacé par les suivants:

Enfant
domicilié
hors du
Québec « **72.3** L'adoptant domicilié au Québec au moment de l'adoption
ne peut adopter un enfant domicilié hors du Québec que par l'entremise
du ministre de la Santé et des Services sociaux.

Organisme reconnu Le ministre peut, aux fins du premier alinéa, reconnaître un organisme qui a pour mission de défendre les droits de l'enfant, de promouvoir ses intérêts et d'améliorer ses conditions de vie.

Intervention L'organisme reconnu n'intervient que selon les conditions, les modalités et les engagements qu'il a pris envers le ministre et qui sont constatés dans une convention qu'ils ont signée laquelle contient, outre les clauses particulières à cette convention, les clauses de la convention-type approuvée par décret du gouvernement.

Examen des demandes « **72.3.1** Le directeur reçoit et examine, au fur et à mesure des besoins, les demandes d'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec. Lorsque l'enfant doit être placé au Québec, il prend charge de l'enfant et assure son placement. Dans tous les cas, il intervient selon les conditions et les modalités déterminées par règlement. ».

c. P-34.1, a. 132, mod. **13.** L'article 132 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 104 des lois de 1986, est de nouveau modifié, au paragraphe *g* du premier alinéa :

1° par la suppression des mots « ou un organisme reconnu »;

2° par le remplacement de ce qui suit : « 72.3 » par ce qui suit : « 72.3.1 ».

c. P-34.1, a. 135.1, mod. **14.** L'article 135.1 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 104 des lois de 1986, est de nouveau modifié par le remplacement, au paragraphe *d*, des mots « à l'article 72.3 » par les mots « aux articles 72.3 et 72.3.1 et aux articles 614.1 et 614.2 du Code civil du Québec ».

Jugement prononcé hors du Québec **15.** Le Tribunal de la jeunesse peut, conformément à la loi en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, reconnaître un jugement d'adoption prononcé hors du Québec avant le 2 avril 1987, même si la loi étrangère n'a pas pour effet de créer un lien de filiation qui se substitue au lien de filiation d'origine et de le rompre et qu'en conséquence le consentement des parents, le cas échéant, n'a pas pour objet de permettre la rupture du lien de filiation d'origine et même si les conditions relatives à l'entremise du ministre et à l'évaluation par le directeur de la protection de la jeunesse n'ont pas été respectées.

Jugements d'adoption Le premier alinéa s'applique également aux jugements d'adoption prononcés hors du Québec après le 2 avril 1987 lorsque l'enfant, à cette date, résidait au Québec avec l'adoptant.

Jugement
prononcé
hors Québec

16. Le Tribunal de la jeunesse peut, conformément à la loi en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, reconnaître un jugement d'adoption prononcé hors du Québec après le 2 avril 1987 lorsque, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'adoptant a agi avec l'accord de l'intermédiaire reconnu par la loi et que sa demande a fait l'objet d'un examen par le directeur de la protection de la jeunesse, même si ce jugement n'avait pas pour effet de rompre le lien de filiation d'origine.

Entrée en
vigueur

17. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.